

URGENCE

KOBANE

Voici bientôt un mois que les Kurdes de Kobanê opposent une résistance farouche aux criminels surarmés de l'« Etat islamique » (EI). Les forces kurdes du PKK et du PYD sont en première ligne pour défendre la liberté, les droits de l'homme et l'égalité entre hommes et femmes proclamés dans Rojava, région autonome du Kurdistan syrien.

Une résistance héroïque

L'EI, après avoir martyrisé les yézidis d'Irak, dont des milliers furent sauvés par le PKK et le PYD, massacre la population de Kobanê : exécution des hommes, enfants égorgés, femmes violées et vendues comme esclaves. En dépit des discours officiels, les Kurdes syriens sont livrés à eux-mêmes : leurs appels à l'aide ont essuyé des fins de non recevoir des chancelleries française et américaine qui préparaient leur intervention en Irak et qui refusent de leur livrer les armes nécessaires pour faire face à l'artillerie lourde de l'EI.

La duplicité de la Turquie

MANIFESTATION

SOLIDARITE

avec

les résistants kurdes

**SAMEDI 1^{er}
Novembre**

11h

Place Résistance

CAEN

L'EI et la kyrielle des groupes djihadistes reçoivent le soutien militaire, financier et logistique des monarchies du Golfe et de la Turquie, alliées de la France et des Etats-Unis. Deuxième force de l'OTAN dans la région, la Turquie bloque depuis des mois sa frontière à l'aide humanitaire et pourchasse les résistants kurdes. Elle est même devenue un sanctuaire pour les djihadistes qui y transitent, s'y ravitaillent en armes, recrutent des mercenaires et commercent le pétrole extrait des zones tombées sous leur contrôle.

La Turquie se réjouit de l'affaiblissement de Rojava, seul espace démocratique de la région. Elle entend pousser son avantage en occupant militairement l'ensemble du Kurdistan syrien dans une prétendue « zone tampon ». Parallèlement, le président islamo-conservateur Erdogan a lancé une nouvelle vague de répression contre les Kurdes de Turquie dont 34 viennent de trouver la mort. Le parlement turc a voté des lois d'exception. La Turquie bombarde à nouveau les bases du PKK.

Que fait la France ?

Les Etats-Unis et la France ont engagé des frappes aériennes en Irak à l'efficacité limitée contre l'EI, et dont le résultat peut, à terme, renforcer les djihadistes. Paris a organisé une conférence internationale, sans y inviter les Kurdes, ni les représentants syriens ou iraniens et sans envisager de solutions politiques durables. Ces choix conduisent à l'impasse.

Pire, F. Hollande s'aligne sur la politique d'Erdogan. La France est le seul pays à avoir souscrit à l'idée de « zone tampon ». Elle applique sur son sol des accords de coopération policière et judiciaire pour extraditer les démocrates kurdes de France. La sévère répression et intimidations de la police contre les manifestations de solidarité récentes à Paris, Toulouse, Bayonne en témoignent.

La place de la France est d'être aux côtés des résistants kurdes

Les Kurdes attendent une tout autre politique de la France. Avec eux, les communistes exhortent le gouvernement français, face à l'urgence :

- A livrer des armes à la résistance kurde de Kobanê pour résister à l'EI,
- A faire retirer le PKK de la liste des organisations « terroristes » de l'UE,
- A démanteler les réseaux régionaux et internationaux de soutien militaire, financier, logistique, humain et politique aux djihadistes, y compris de la part d'États membres de l'OTAN et engagés dans sa coalition militaire dirigée par les États-Unis,
- A apporter un soutien aux initiatives d'aide humanitaire aux réfugiés.

Pour la paix et le développement du Proche-Orient

La France doit tout mettre en œuvre pour que l'ONU reprenne réellement la main et lance un processus de conférence internationale véritablement multilatérale ayant 5 priorités à l'ordre du jour :

- appuyer l'action de l'émissaire de l'ONU en Syrie pour créer les conditions d'un cessez-le-feu et de l'ouverture de négociations politiques entre le gouvernement syrien et une opposition démocratique rassemblée dans toutes ses composantes,
- l'appui à la construction d'un État, civil et démocratique, en Irak rompant avec le système fondé sur les critères confessionnelles et ethniques, et pour la mise en œuvre de politiques de développement en faveur des populations,
- la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple kurde dans tous les pays où vivent ses populations,
- la reconnaissance et l'appui au développement de l'État palestinien,
- la dénucléarisation du Proche-Orient.

PETITION POUR KOBANE

<http://www.change.org/p/francois-hollande-président-de-la-république-française-il-sauver-kobanê>

Signez et faites signer



